

DÉLIBÉRATION N° 10

**DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MASSE
DU 27 MARS 2012**

Vu le décret n° 97-1181 du 24 décembre 1997 modifié, portant statut de l'Etablissement public administratif « la Masse des douanes » et notamment son article 16 ;

DELIBERE :

ARTICLE UNIQUE :

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration approuve l'ajustement du budget 2012 de l'EPA Masse des douanes résultant principalement des mesures suivantes :

Compte de résultat :

1. l'enveloppe Personnel est maintenue à 198 727 € ;
2. l'enveloppe Fonctionnement est relevée de 15 212 841 € à 16 745 596 € ; cette évolution comporte notamment une augmentation de 1 532 755 € des charges, induite essentiellement par le report des crédits liés à la programmation immobilière et aux réservations de logements ;
3. l'enveloppe Subvention d'exploitation est maintenue à 1 070 000 € ;
4. l'enveloppe Produits est ramenée de 15 390 078 € à 15 145 403 € ; cette évolution retrace une diminution de 244 675 € des recettes corrélative à l'impact de la mise en œuvre de la fin de l'intermédiation.

Tableau de financement :

L'enveloppe Investissements est relevée de 7 216 780 € à 11 884 547 €, en raison du report des crédits des opérations de travaux antérieures à 2012.

La DM n° 2012-01 est jointe en annexe de la présente délibération sous la forme d'une note de présentation et de tableaux.

Fait à Montreuil, le 27 mars 2012

Le président,



Jérôme FOURNEL

**ADOPTION DE LA DECISION MODIFICATIVE (DM) N°1
AU BUDGET PRIMITIF 2012**

L'approbation des comptes de l'exercice comptable 2011 permet de soumettre à la délibération du conseil d'administration plusieurs ajustements au budget primitif 2012, voté le 4 novembre dernier.

Ces ajustements sont de quatre ordres :

- Une forte augmentation des charges d'exploitation (1,5 M€) ;
- Une diminution relative des recettes d'exploitation (250 000 €) ;
- Un prélèvement sur le fond de roulement de près de 11,8 M € et la prise en compte d'une insuffisance d'autofinancement ponctuelle d'1 M€ ;
- Une hausse du niveau de la trésorerie, portée à 9,2 M €.

L'analyse des facteurs conduisant à la validation de fortes variations prévisionnelles en DM1 au BP 2012, permet cependant de confirmer la bonne santé financière de l'EPA.

I. Une révision à la hausse des charges d'exploitation prévisionnelles, essentiellement liée au report récurrent des crédits de programmation immobilière (PI).

Suite à la finalisation du rapport d'exécution budgétaire 2011 et au regard de la réalité des dépenses constatées au cours du mois de janvier 2012, le service central projette en DM1, une hausse des charges d'exploitation de plus d'1,5 M€ (1 532 755 €) par rapport aux estimations portées au BP 2012.

Les charges d'exploitation prévisionnelles 2012 se montent ainsi à plus de 16 M€ (16 745 596 €).

Cette évolution résulte de trois facteurs distincts.

1. Le report obligatoire des crédits destinés au financement des opérations de travaux votées dans le cadre des PI antérieures, est la cause majeure de cette forte augmentation.

L'EPA reste en effet juridiquement engagé par les opérations de travaux votées et budgétisées dans le cadre des PI successives.

Compte tenu des contraintes inhérentes à la gestion des marchés publics et du fait d'une programmation annuelle volontairement ambitieuse, le report des crédits consacrés au financement des opérations de rénovation non encore réalisées, s'impose comptablement à l'établissement.

Malgré le maintien à un niveau élevé des dépenses annuelles liées à la réalisation des travaux votés¹, les sommes reportées grèvent mécaniquement les charges d'exploitation inscrites au budget de l'exercice considéré.

Pour mémoire, le report des crédits concernant la programmation immobilière est toujours financé par un prélèvement sur le fonds de roulement de l'établissement.

Ce fonds de roulement, après clôture des comptes, s'est ainsi avéré d'autant plus élevé que les dépenses de PI n'ont pas toutes été réalisées.

Le montant de ce report en DM 1 2012, touchant les comptes 61, 62 et 65, s'élève ainsi à 1 568 105 € contre 1 237 666 € en DM1 2011.

L'augmentation comparative de ce report ne doit cependant pas être analysée comme un fléchissement de l'effort effectué en termes de marchés au cours de 5 derniers exercices.

En effet, la plus grande partie du report de PI s'inscrit au compte 23 (compte d'immobilisation) figurant au tableau de financement. Ce report n'est donc pas repris dans les charges d'exploitation.

Si l'on considère le report de PI dans sa globalité (comptes de charges et comptes d'immobilisation), **ce dernier est en diminution de 1,6 M € par rapport à la DM 1 2011.**

Outre le report obligatoire des crédits engagés au titre des opérations de PI non encore réalisées, un ajustement à la hausse des charges liées aux marchés de travaux encore en cours est à prendre en compte en DM1.

Le budget de certaines opérations déjà budgétisées a, notamment pour des motifs d'ordre technique imprévisibles, du être fortement réévalué².

Ces surcoûts sont financés par un prélèvement supplémentaire sur le fonds de roulement.

2. La poursuite d'une politique dynamique de réservation conduit également à d'importants ajustements en DM1 2012.

Dans le cadre du plan d'action pluriannuel de l'EPA, le service central s'est engagé à fournir un effort financier significatif en termes de réservation pour satisfaire les besoins en logement constatés dans les zones à forte pression immobilière (et spécifiquement en région parisienne)

L'opportunité de réserver des logements auprès de bailleurs sociaux, partenaires de l'EPA, induit une réactivité décisionnelle qui ne s'accorde pas toujours avec le calendrier budgétaire imposée par les règles de gestion comptable.

Le service central opte pour la signature de pré-réservations en amont de la validation définitive du conseil d'administration de l'EPA et inscrit le montant de la subvention induite en décision modificative au BP de l'année considérée.

Depuis le début de l'exercice 2012, le service central s'est ainsi engagé à réserver auprès de la régie immobilière de la ville de Paris – RIVP, 3 logements situés dans le 13^{ème} arrondissement.

¹Pour mémoire, comparativement à 2006, les dépenses annuelles de l'EPA, s'agissant de la réalisation des travaux programmés sont passées de 2,5 M€ à 7 M€ en 2010. La confirmation du maintien de ces dépenses à plus de 5,4 M€ en 2011, témoigne de l'ampleur de l'investissement de l'établissement en matière de programmation immobilière.

²A titre d'exemple, les crédits prévus au BP 2012 pour la réfection de la cité de Boulogne doivent être abondés de 200 000 €

Ces 3 réservations s'ajoutent aux prévisions budgétaires inscrites initialement au BP 2012 (702 100 €) et conduisent à un ajustement des charges en DM1 (compte 65) de 187 150 €.

3. L'augmentation contextuelle des charges liées aux achats impacte le niveau prévisionnel des dépenses d'exploitation

La hausse des tarifs des flux d'énergie (gaz, électricité, fioul et eau), évaluée à 130 000 €, est la cause principale de cette augmentation prévisionnelle des charges touchant les achats.

II. L'impact de la sortie du dispositif de l'intermédiation, initié en 2010, produit tous ses effets sur les recettes d'exploitation, ajustées à la baisse en DM1 de près de 250 000 €.

En décembre 2011, plus de 75 % des logements initialement réservés par l'EPA dans le parc locatif privé, ont effectivement été remis en gestion directe aux bailleurs sociaux, propriétaires³. Les locataires paient ainsi directement leurs loyers et charges auprès des organismes concernés⁴.

L'actualisation des données connues depuis l'élaboration du BP 2012 (à l'automne 2011) conduit l'EPA à réajuster ses prévisions de dépenses et de recettes, s'agissant des entrées de loyers et provisions pour charges, concernant le secteur locatif qui lui reste en gestion directe.

La prise en compte d'une baisse des recettes d'exploitation de presque 250 000 € en DM1 (- 244 675 € par rapport au BP 2012) s'explique dès lors par un net recul des entrées relatives aux provisions pour charges et aux redevances d'occupation, concernant le secteur locatif, inscrites au compte 70⁵.

La fin de l'intermédiation conduira à tarir progressivement les flux financiers entre l'EPA et les bailleurs sociaux d'une part, et, entre l'EPA et les locataires, d'autre part.

Le montant total des recettes prévisionnelles après DM 1 2012 s'élève à plus de 15 M€ (15 145 403 €).

III. Les ajustements relatifs aux dépenses et aux recettes d'exploitation induisent le constat d'une situation ponctuelle d'insuffisance d'autofinancement de 1 M€ (1 049 683 €) et un prélèvement sur le fond de roulement de 11,8 M€ (11 834 547 €) sans incidence sur l'équilibre financier de l'EPA.

Ce déséquilibre momentané « emplois/ressources » est très largement couvert par un fond de roulement arrêté à 21,15 M € après clôture des comptes de l'exercice 2011.

³Au 31 décembre 2011, 282 logements et 41 chambres de célibataires relèvent encore de l'intermédiation (soit 22 % du parc locatif), contre près de 1250 logements et 120 chambres de célibataires fin 2010. Ce qui explique la nette baisse des recettes issues des loyers et provisions sur charges.

⁴La gestion des arriérés concernant les charges locatives précédant la sortie de l'intermédiation reste toutefois à la charge de l'EPA.

⁵Pour les seuls loyers du parc locatif, une baisse de 44 % est constatée en 2012 par rapport à 2011.

Pour mémoire, la CAF résulte de l'équilibre entre l'ensemble des charges « décaissables »⁶ et des produits « encaissables »⁷. Les tableaux de la DM 1, joints en annexes, retracent le détail du calcul de la CAF dégagée par l'EPA.

Le tableau de financement reprend les ressources considérées comme stables⁸ (colonne « ressources ») et les dépenses d'investissements (colonne « emplois ») qui doivent être financées.

Ainsi, si les ressources sont supérieures aux emplois (budget en situation d'autofinancement présentant une CAF positive), un apport au fonds de roulement apparaît au tableau de financement. Cette différence positive signifie que l'activité permet non seulement de financer les investissements, mais qu'elle génère également un surplus de liquidités (un " apport au fonds de roulement ").

Si les emplois sont en revanche supérieurs aux ressources, lorsque le budget est en situation d'insuffisance d'autofinancement (CAF négative, telle que constatée en DM 1 2012), un prélèvement sur le fonds de roulement est alors nécessaire pour continuer à financer l'activité.

Le fonds de roulement dont dispose l'EPA en fin d'exercice 2011 (21 M€) permet sans remettre en cause l'équilibre budgétaire de l'établissement, de compenser cette insuffisance d'autofinancement ponctuelle.

IV. Le niveau de trésorerie nette de l'EPA s'élève, après DM1 2012, à 9,2 M €.

Les facteurs explicatifs se situent notamment au niveau des charges dont une partie n'a pas été décaissée (cf comparaison entre le prévisionnel et l'exécution).

Outre le report imposé des crédits de la programmation immobilière qui abonde temporairement la trésorerie de l'établissement, une part conséquente de la trésorerie nette existante est destinée à couvrir le règlement des opérations de travaux dites « pluriannuelles » et dont le paiement s'échelonne sur plusieurs exercices.

⁶Les charges « décaissables » sont déterminées classiquement par l'addition de l'ensemble des charges des comptes 60 à 69 inclus (comptes d'achats, de services extérieurs, d'impôts et taxes,...) à l'exception des crédits inscrits sur les lignes de dépenses 675x (réservés aux cessions d'actif) et du compte 68 (réservés aux dotations aux amortissements et aux provisions pour créances douteuses).

⁷Comptes de classe 7

⁸ Les ressources stables de l'EPA Masse sont avant tout constituées par la CAF. Plus la CAF prévisionnelle est importante et plus l'EPA dispose de moyens de financement de sa programmation immobilière. La CAF est principalement issue des recettes encaissables et notamment des facturations de redevances d'occupation et des charges locatives.

	MONTANT DES TRAVAUX	MONTANT DES ETUDES	TOTAL	CP 2012		CP 2013-2015	
				Travaux	Etudes	Travaux	Etudes
Le HAVRE	1 723 000 €	220 000 €	1 943 000 €	500 000 €	65 000 €	1 223 000 €	155 000 €
TRINITE	1 300 000 €	120 000 €	1 420 000 €	700 000 €	100 000 €	600 000 €	20 000 €
LA ROCHELLE	1 200 000 €	130 000 €	1 330 000 €	400 000 €	70 000 €	800 000 €	60 000 €
BAIMBRIDGE	752 000 €	139 500 €	891 500 €	/	100 000 €	752 000 €	39 500 €
Bâtiments GET K DE LA JOLIETTE	2 000 000 €	/	2 000 000 €	/	/	2 000 000 €	/
Bâtiments J E T E DE LA JOLIETTE	2 633 000 €	350 000 €	2 983 000 €	800 000 €	123 908 €	1 833 000 €	226 092 €
TOTAL	9 608 000 €	959 500 €	10 567 500 €	2 400 000 €	458 908 €	7 208 000 €	500 592 €
				2 858 908 €		7 708 592 €	

Enfin, la prise en compte d'un 5ème versement sur le compte d'affectation spéciale (CAS) de 2,2 M€ en fin d'exécution 2011 et le remboursement anticipé par la SNI de la participation financière de l'EPA (775 000 €) dans le cadre du transfert de propriété de la résidence d'Osny (note d'information jointe au dossier du présent CA) viennent également alimenter la trésorerie.

L'ajustement à la hausse des crédits affectés à la réalisation des travaux de réfection de la cité de Boulogne (abondement de 200 000 € soumis à la délibération du présent CA), apparaît au tableau de financement (emplois – compte 23) et fait toutefois évoluer à la baisse la trésorerie prévisionnelle de l'établissement public dans le cadre de la DM1.

Le détail par compte (résultat d'exploitation et tableau de financement), des ajustements proposés en DM 1 2012, est repris en annexe de la présente

ANNEXE

L'AJUSTEMENT DES CRÉDITS 2011 AUX BESOINS DE L'ÉTABLISSEMENT

1. Le compte de résultat (crédits de fonctionnement)

1.1. Les charges :

1 532 755 €

Compte 60 « achats » :	130 000 €
-------------------------------	------------------

Ce poste de dépenses retrace essentiellement les dépenses d'énergie (combustibles, gaz, électricité, ...) et d'eau de l'établissement public.

Le total de crédits nécessaires en DM 1 est estimé à 2 382 000 €, ce qui représente un léger ajustement de 130 000 € (après arrondis) par rapport aux crédits prévus au BP (2 252 576 €).

Cet ajustement à la hausse repose sur les hypothèses suivantes :

- Une augmentation de 3 % pour les dépenses d'électricité (nouveaux crédits portés en DM 1 : **205 076 €**) ;
- Une augmentation de 4,4 % pour le gaz (nouveaux crédits portés en DM 1 : **477 133 €**) ;
- Une augmentation de 20 % pour le fioul domestique (nouveaux crédits portés en DM 1 : **882 158 €**) ;
- Concernant, les autres dépenses décaissables, le maintien du niveau de dépenses réelles constatées en 2011 (soit **512 000 €**) ;
- La prise en compte d'une réserve sur ce compte de **50 000 €** à ajouter

Le montant des crédits nécessaires s'agissant des opérations d'inventaire pour l'annulation de la valeur du stock initial 2012 (prévision à **255 000 €** : solde du compte 3221 à la balance générale, cadre 1).

L'enjeu sur ce compte consiste à prévoir la totalité des crédits nécessaires, y compris ceux destinés aux opérations d'inventaire, quand bien même ces derniers, pour une simple question de technique comptable, sont finalement considérés comme crédits « non consommés ».

Compte 61 « services extérieurs »	178 741 €
--	------------------

Les dépenses enregistrées sur ce compte concernent essentiellement :

*le paiement des loyers (compte 6132) et des charges (compte 614) relatives aux logements pris à bail ou réservés auprès d'organismes (SNI par exemple) ;
l'entretien courant (compte 615) ainsi que les dépenses de PI non amortissables ;
les contrats de maintenance P3 ;
les assurances.*

Une augmentation de 178 741 € de crédits est proposée sur ce compte (par rapport aux prévisions du BP 2012 de 5 693 514 €, les crédits nouvellement inscrits en DM 1 sont de 5 872 255 €)

L'ajustement proposé résulte, pour l'essentiel:

1. des effets de la sortie du dispositif d'intermédiation : - 520 000 €

La remise en gestion directe de l'ensemble des logements réservés auprès de la SNI à compter du 1er juillet 2011, a permis de constater une diminution des dépenses de **390 000 €** pour les loyers et de **130 000 €** pour les charges (non reversés par l'EPA à la SNI mais directement payer par les locataires auprès du bailleur)

2. d'un accroissement des reports relatifs aux opérations de PI antérieures à 2012: 688 741 € (compte 615)

- Les dépenses d'entretien courant (EC) n'augmentent pas et devraient s'élever à 534 000 € (estimation que 100 % des 533 475 € prévus seront effectivement mandatés en cours d'année).
- Le montant des crédits prévus pour la programmation immobilière ordinaire (PIO) 2012 est de 231 500 €, tandis que le montant des réserves (150 000 € pour les travaux et 100 000 € pour les autres comptes d'exploitations / cf. NI BP 2012) demeure inchangé.
- Le montant des crédits relatifs aux anciennes opérations de PI imputant le compte 615 et non mandatés en 2011 s'élève à **688 741 €**. Ce calcul intègre l'augmentation de la TVA de 1,5 % sur les opérations liées aux travaux.

Pour mémoire, ce montant s'élevait à 507 000 € en DM 1 2011 et à 462 000 € lors de la DM 1 2010.

3. d'un léger accroissement des dépenses prévisionnelles s'agissant des primes d'assurances

Pour les dépenses d'assurances, le service central s'appuie sur les dépenses 2011 en projetant une hypothèse d'augmentation de 5 % (en tenant compte du taux d'augmentation classique annuel appliqué par les compagnies d'assurances).

La dépense 2012 ainsi estimée (172 389,75 € par rapport à 163 905 € au BP) conduit à proposer une hausse des crédits arrondie à **10 000 €**.

La hausse des crédits sur le compte 61 se monte ainsi à **178 741 €** (contre 507.000 € en DM 1 l'année dernière).

Compte 62 « autres services extérieurs »	892 864 €
---	------------------

Les dépenses enregistrées sur ce compte recouvrent des prestations qui imputent, pour l'essentiel, les trois lignes de comptes suivantes :

comptes 622x : rémunération fixe / forfaitaire / variable sur travaux réalisés des sociétés d'assistance à maîtrise d'ouvrage, dépenses liées aux opérations de travaux non amortissables [études diverses, honoraires et maîtrise d'œuvre, contrôle technique, diagnostics amiante, analyses d'échantillons ...], dépenses d'architecte, maintenance et adaptation évolutive des applications Gestion Locative et Sirep@Net, rémunération de la CIAPS (assistance à la passation du marché des assurances), maintenance de CIEL Paye ... ;

compte 6227 : les dépenses d'actes et de contentieux liées au recouvrement forcé des impayés réclamés aux locataires de la Masse ;

comptes 628x pour le mandatement des dépenses de contrats d'entretien divers [contrats P1, P2, de nettoyage des parties communes, d'entretien des espaces verts ...].

Une augmentation des crédits de 892 864 € est proposée (par rapport aux prévisions du BP 2012 de 1 830 961 €, les crédits nouvellement inscrits en DM 1 sont de 2 723 825 €).

L'ajustement sur ce compte 62 concerne pour l'essentiel les crédits à prévoir sur la ligne 622.

A l'instar du compte 61 et de sa ligne 615 « travaux », il s'agit des crédits relatifs aux anciennes opérations de PI et qui n'ont pas été mandatées en 2011. Un ajustement de + **839 364 €** s'avère nécessaire pour financer la continuation de ces anciennes opérations.

En outre, la prise en compte de ces anciennes PI comprend un abondement de **40 000 €** pour permettre le financement des frais de publicité (152 744 € soit 39,76 % de dépenses supplémentaires en 2011 par rapport à 2010).

Ces hausses tiennent aussi compte de la prochaine augmentation du taux de TVA à 21,2 %.

A l'exception de ces ajustements importants, les deux comptes suivants se voient abondés respectivement de :

- **3 500 €** au compte 621 « personnel intérimaire »
- **10 000 €** au compte 625 « missions ».

Ces ajustements permettent de mettre en cohérence le montant des dépenses à prévoir en 2012 avec celles qui ont été mises en oeuvre en 2011.

Compte 63 « impôts et taxes »	Aucun ajustement
--------------------------------------	-------------------------

Les crédits prévus permettent le paiement des impositions locales (taxes foncières, TEOM...) mais aussi des taxes d'habitation pour les logements pour célibataires.

Aucun ajustement ne s'avère nécessaire.

Compte tenu des crédits consommés au titre des taxes en 2011 (1,78 M€), la dotation actuelle (1,93 M€) apparaît suffisante pour faire face, d'une part, à la poursuite de la hausse de la fiscalité locale attendue pour 2012 après les augmentations enregistrées en 2011 (cf. rapport d'exécution budgétaire) et, d'autre part, à une systématisation de l'application de taxes sur les logements vides décidées par les municipalités et qui touchent aussi, de plus en plus, les cités de la Masse des douanes.

Un redéploiement des crédits pourra éventuellement être envisagé DM 2 en fonction des montants de taxes qui parviendront courant septembre aux services régionaux.

Compte 64 « charges de personnel »	Aucun ajustement
---	-------------------------

La Masse des douanes acquitte sur ce compte les salaires des gardiens et des femmes de ménage ainsi que les charges sociales afférentes.

Les dépenses constatées en 2011 se sont élevées à 178 797,12 € et diminuent régulièrement depuis 2004 (291 537 €).

Les crédits inscrits au budget primitif 2012 (198 727 €) apparaissent légèrement surestimés s'ils sont comparés à la dépense 2011 et, surtout, aux estimations de dépenses 2012 mises à jour en début d'année (197 000 €).

La réduction de 1 000 € des crédits actuels permet de conserver une réserve raisonnable.

Les crédits qui s'avèreraient inutiles sur ce compte en fin d'année pourront être redéployés vers d'autres comptes⁹, le cas échéant.

Compte 65 « autres charges de gestion courante »	363 150 €
---	------------------

Les crédits de ce compte permettent notamment de financer :

*les droits de réservation de logements auprès de bailleurs sociaux (compte 6571) ;
les dépenses avancées dans un premier temps par l'EPA pour le compte de l'État (compte 6572) ;
les régularisations de charges locatives des exercices antérieurs, remboursées aux locataires (compte 658).*

Une augmentation des crédits de 363 150 € est proposée (par rapport aux prévisions du BP 2012 de 1 200 975 €, les crédits nouvellement inscrits en DM 1 sont de 1 564 125 €).

Sur le compte 65721 «droits de réservation» : Une première augmentation des crédits de **187 150 €** est proposée au compte 6571 pour couvrir les droits de réservation à payer en 2012.

Le recensement des engagements juridiques actuels reprend une dépense à mandater courant 2012 de 702 100 € (par rapport aux 514 950 € prévus au BP), pour **28 logements réservés**.

⁹ La fongibilité asymétrique permet à l'EPA, sans proposer de DM, d'utiliser l'excédent éventuel de crédits du compte 64 et de les reverser pour financer des besoins sur d'autres comptes de charges (comptes de classe 6). L'inverse est interdit.

Cet ajustement intervient suite à de nouvelles réservations effectuées pendant la période comprise entre le vote en CA du BP 2012 le 4 novembre 2011 et l'élaboration de la DM 1 2012 courant février 2012.

Les réservations pour 2012 sont à ce jour les suivantes :

6571	Programme OGIF rue des Ardennes à Paris (3 logements)	Courant 2012	112 500,00 €	OGIF
6571	Programme St Germain en Laye (2 logements)	Courant 2012	40 000,00 €	I 3F
6571	Programme RVP rue Dahomet à Paris (1 logement)	Courant 2012	60 000,00 €	RVP
6571	Programme SNI à Clichy Batignolles (20 logements)	Courant 2012	269 000,00 €	SNI
6571	Renouvellement convention PARME	Courant 2012	15 600,00 €	Association PARME
6571	Programme AI 3F Courbevoie (1 logement)	Courant 2012	25 000,00 €	I 3F
6571	RVP / 2 F3 situés 20 rue Max Jacob (Poterne des Peupliers) + 1 logement F4 en plus (janvier 2012)	Courant 2012	180 000,00 €	RVP
	TOTAL compte 6571		702 100,00 €	Budget prévu au BP 2012 pour les réservations : 514 950 €

Sur la ligne de compte 6572 « avances pour les compte de l'Etat » : + 33.000 € pour tenir compte des dépenses réelles constatées en 2011 (152 540 €) et de l'augmentation de la TVA sur ces charges.

Pour rappel, ces dépenses sont ensuite refacturées à la DGDDI (émission de titres de recettes à due concurrence sur le compte 7572).

Sur la ligne de compte 658 : + 143 000 €

- Les opérations d'inventaire sur ce compte (cf. guide des opérations d'inventaire 2011) conduisent les services ordonnateurs à émettre des mandats pour ordre.
En 2012, le mandatement sur ce point s'élèvera très précisément à 237 867,13 € (contre 197 208,51 € en 2011), sans augmentation par rapport au BP 2012.
- Par ailleurs, l'ajustement à la hausse des mandatements de régularisations de charges et autres charges de gestion courante, en tenant compte de probables rattrapages pour certains services régionaux (Ile de France, Provence) devraient approcher les 143 000 €.

Le montant des crédits nécessaires au compte 658 se montent à 693 000 € (par rapport aux 550 000 € prévus au BP), d'où la nécessité d'abonder cette enveloppe de 143 000 €.

Compte 66 « charges financières »	Aucun ajustement
--	-------------------------

Ce poste est destiné au paiement des charges financières.

Seuls de très faibles mouvements sont enregistrés : 61 € en 2007, 85 € en 2008, aucune opération en 2009, 69 € en 2010 et 0 € en 2011.

Aucun ajustement de crédits ne s'avère pour l'instant nécessaire.

Compte 67 « Charges exceptionnelles »	- 32 000 €
--	-------------------

Les crédits de ce compte permettent l'émission des mandats pour ordre destinés, soit à l'enregistrement des cessions d'actifs dans le cadre des opérations d'inventaire, soit au mandatement de certaines dépenses suite à des sinistres pour lesquels l'EPA est responsable et non couvert par les assurances (exemple : chutes de branche sur véhicule de locataire).

Une diminution des crédits de 32 000 € est proposée (par rapport aux prévisions du BP 2012 de 60 000 €, les crédits nouvellement inscrits en DM 1 sont de 28 000 €).

Les prochaines ventes par France Domaine concernent des cités dans lesquelles l'EPA a financé des travaux il y a plusieurs années.

Ces travaux présentent toujours une valeur nette comptable (VNC) puisque les amortissements sont toujours en cours. Ces crédits, mandatés pour ordre, ont un caractère évaluatif. Lors des opérations d'inventaire, les mandatements sur le compte 675 peuvent dépasser la dotations de crédits prévus au budget étant donné qu'ils n'aboutissent que sur un simple jeu d'écritures comptables (pas de décaissement effectif).

Cette diminution des crédits porte sur la ligne de compte 675 « Valeurs comptables des éléments d'actif cédés ».

Pour ces opérations *pour ordre* (non décaissables) liées aux opérations d'inventaire, un dépassement de crédits est de toute façon autorisé par la circulaire budgétaire (cf. commentaires des BP et DM précédents).

Cet ajustement prend en compte la moyenne des crédits mandatés à ce titre au cours des 4 derniers exercices soit 28 000 €.

Compte 68 « Dotations aux amortissements et aux provisions »	Aucun ajustement
---	-------------------------

Aucun ajustement ne s'avère nécessaire. Les dotations prévues sont en phase avec le montant des crédits pour ordre consommés en 2011.

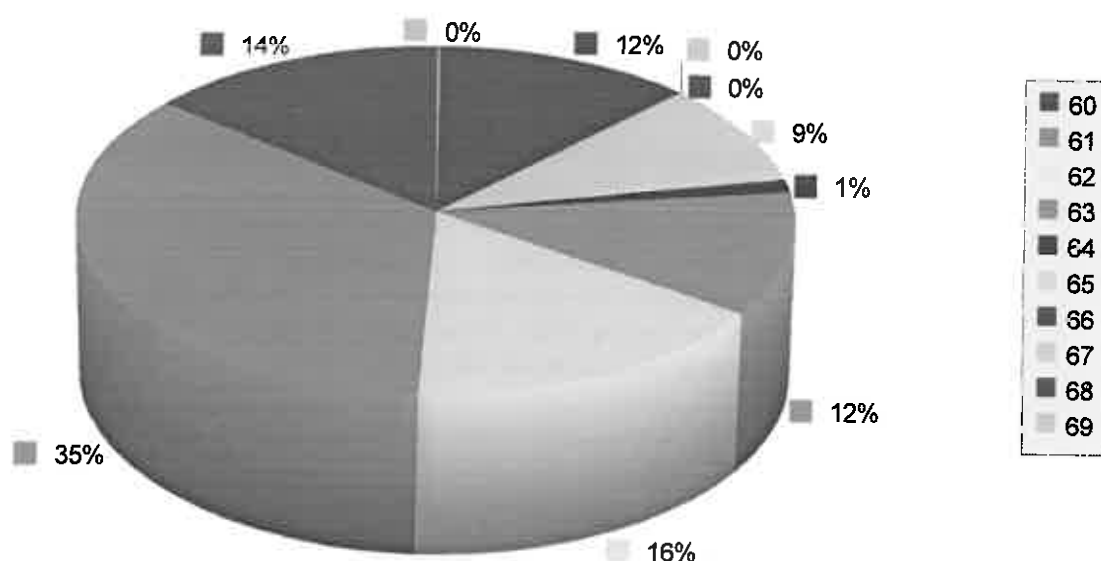
Compte 69 « Impôts sur les bénéfices et assimilés »	Aucun ajustement
--	-------------------------

Aucun ajustement ne s'avère nécessaire.

Le montant des recettes générées en 2011 par les comptes à terme se sont élevés 62 360 €.
Le montant des taxes à payer en 2012 (14 966,40 €) correspond bien au montant des crédits prévus sur ce compte au BP 2012.

En conclusion, les charges d'exploitation après DM 1 augmentent de 1 532 755 € par rapport aux dotations prévues au BP (tranche ferme).

Charges de fonctionnement prévisionnelles (DM 1 2012)



1.2. Les produits

- 244 675 €

Compte 70 « produits des activités »	- 312 675 €
--------------------------------------	-------------

Le compte 70 regroupe principalement les recettes émises par l'établissement pour :

*les provisions pour charges et la récupération des charges locatives (comptes 703x) ;
les redevances d'occupation des logements des parcs domanial et locatif (locatif pur et « péréqué ») de l'EPA (comptes 704x) ;
les prestations de services (comptes 706x) : recettes correspondant aux places de parking, système de réception TV ... ;
les recettes émises au titre d'activités annexes : il s'agit essentiellement de l'enregistrement de la redevance due par la société I3F à l'EPA pour le bail emphytéotique du terrain de la rue de Thionville Paris 19^{ème}.*

Une diminution des recettes de 312 675 € est proposée par rapport aux prévisions du BP 2012 de 12 137 800 €, les crédits nouvellement inscrits en DM 1 sont de 11 825 125 €).

Comme indiqué en introduction, le compte 70 enregistre une importante révision à la baisse des recettes prévisionnelles.

Il s'agit essentiellement de prendre en compte la mise en œuvre du processus de fin de l'intermédiation des logements locatifs par l'établissement public.

S'agissant d'abord du compte 703, sa diminution est fixée à 275 063 € (par rapport à 3 321 800 € prévus au BP, soit 3 046 737 € en DM 1).

La fin de l'intermédiation conduit l'EPA à constater une baisse de facturations de charges au prorata des facturations émises à ce titre au cours du 1^{er} semestre 2011 mais qui n'ont plus lieu d'être enregistrées en année pleine dès le mois de janvier 2012.

C'est notamment le cas des cités d'Ile de France pour les quelle la fin de l'intermédiation a été mise en oeuvre en juillet ou à partir de septembre 2011.

Le BP 2012 a été construit en tenant compte cette situation.

Cependant, le processus de la fin de l'intermédiation n'étant pas totalement achevé et les cessions de cités en cours et à venir ont pour conséquence une baisse significative des facturation de charges (essentiellement pour le locatif).

C'est pourquoi il est proposé un ajustement à la baisse de 275 063 €.

S'agissant du compte 704, sa diminution est fixée à 37 412 € (par rapport à 8 773 000 € prévus au BP, soit 8 735 588 € en DM 1).

Le même raisonnement tenu pour le compte 703 peut s'appliquer. La fin de l'intermédiation a entraîné pour mémoire en 2011 une baisse des recettes liées aux redevances d'occupation de :

- 44,4 % par rapport à 2010 pour le locatif (fin de l'intermédiation).

- 1,45 % par rapport à 2010 pour le domanial (vente de cités).

Il est proposé une diminution sur ce compte de **37 412 €**.

Les prévisions de recettes après DM 1 sont les suivantes :

Recettes du parc domanial pour 2012	7 299 969 €
Recettes du parc locatif pour 2012	1 435 619 €
<i>Total des prévisions de recettes au compte 704 après DM 1</i>	<i>8 735 588 €</i>

A noter : le dispositif de la récupération sur travaux mis en place le 1er septembre 2010 et l'augmentation des loyers de 1,9 % votée lors du dernier CA ont permis de limiter la baisse des recettes pour la partie domaniale.

S'agissant du compte 706, sa diminution est fixée à **200 € (par rapport à 21 600 € prévus au BP, soit 21 400 € en DM 1)**.

Cet ajustement à la baisse tient compte de l'exécution 2011 de 21 400 sur ce compte de prestations de services (prestations TV, parking,...). Il n'est pas prévu d'augmentation du coût de ces services.

Compte 74 « subvention d'exploitation »	Aucun ajustement
--	-------------------------

Ce compte recouvre essentiellement la subvention de l'État et certaines aides versées par des opérateurs à l'établissement public.

Le BP 2012 a inscrit 70 000 € de recettes issus du RTS à comparer avec le montant réel enregistré sur l'exercice 2011, en forte baisse par rapport aux exercices précédents. Une réduction sur cette ligne pourrait s'avérer nécessaire si cette tendance se confirme.

Aucun ajustement n'est proposé sur ce compte.

Compte 75 « autres produits de gestion courante »	83 000,00 €
--	--------------------

Ce compte 75 concerne les recettes suivantes :

Les recettes émises au titre des remboursements demandés à l'État pour les dépenses avancées, dans un premier temps, par l'établissement public (compte 7572) ;

les recettes issues des régularisations de charges que les bailleurs sociaux (exemple SNI) remboursent à l'EPA au titre des années précédentes (comptes 758x) ;

les remboursements éventuels réclamés par l'EPA aux sociétés mandataires d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour des excédents sur avances de fonds octroyées pour les opérations de travaux non amortissables.

Une augmentation des recettes de + 83 000 € est proposée (par rapport aux prévisions du BP 2012 de 401 025 €, les crédits nouvellement inscrits en DM 1 sont de 484 025 €).

Sur la ligne de compte 7572 " Remboursement de diverses dépenses imputables à des locaux domaniaux ", il est proposé un ajustement à la hausse de 33 000 €.
 Cette augmentation s'explique par le respect de l'identité remarquable avec le compte de dépense 6572.

Sur la ligne 758 essentiellement alimentée par la refacturation aux bailleurs sociaux des régularisations de charges, il est proposé de prendre en compte la moyenne des recettes enregistrées au cours des 4 derniers exercices pour conduire à une hausse des recettes de 50 000 € par rapport aux recettes prévues à ce titre au BP 2012 (280 000 €).

Compte 76 «Produits financiers»	- 50 000 €
--	-------------------

Seules les plus-values et les intérêts enregistrés sur les cessions des placements et les comptes à terme détenus par l'EPA à la Caisse des dépôts (CDC) sont enregistrés sur ce compte.

Une diminution des recettes de 50 000 € est proposée (par rapport aux prévisions du BP 2012 de 281 253 €, les crédits nouvellement inscrits en DM 1 sont de 231 253 €).

Sur la ligne de recette 767 « Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement » : il est proposé une diminution de 200 000 €. Cela revient à annuler les recettes inscrites à ce titre au BP 2012.

Cette correction s'explique par la vente fin 2011 de la totalité des valeurs mobilières détenues jusqu'à lors par l'EPA auprès de la caisse de CDC.

Cette cession a d'ailleurs permis à l'établissement de constater une plus-value globale de 1 203 441 €, soit 203 441 € de plus par rapport aux prévisions de fin 2011 (cf. DM2 2011).

Par contre, cette cession complète interdit désormais à l'EPA d'enregistrer de nouvelles plus-values en cours d'année.

Il n'est donc pas possible de réinscrire une plus-value en DM 1 2012.

Néanmoins, ces liquidités placées en compte à terme conduisent l'établissement à enregistrer des intérêts supplémentaires issus de ces placements. Fin janvier 2012, les comptes à terme à liquider avant la fin de l'année devraient rapporter 230 170,58 € comparés aux 81 253 € inscrits au BP 2012. Un ajustement de 150 000 € peut ainsi être proposé dans le cadre de cette DM 1.

Il est ainsi proposé une diminution des recettes de 50 000 € sur le compte 76.

Compte 77 « Produits exceptionnels »	Aucun ajustement
---	-------------------------

Les crédits de ce compte correspondent à trois types de recettes :

- *les produits résultant des dégrèvements de taxes octroyés à l'établissement public (ligne de recette 771) ;*
- *les titres de recettes provenant des ventes d'actifs, notamment après la cession d'une cité par France Domaine (ligne de recette 775) ;*
- *les recettes pour ordre correspondant à la neutralisation des dotations aux amortissements des composants historiques¹⁰ des cités dont la valeur est inscrites au bilan de la Masse des douanes (ligne de recettes 776).*

¹⁰ Se reporter au guide des opérations d'inventaire 2010.

En effet, il est nécessaire de prévoir chaque année pour la période dite d'inventaire les crédits nécessaires aux amortissements. Cependant, ces crédits ne sont pas réellement décaissés car " neutralisés " par écritures comptables (titres de recettes pour ordre).

Les efforts du service central et des services régionaux concernant l'obtention de dégrèvements auprès des services fiscaux ont permis d'obtenir un montant inédit de dégrèvements de taxes en 2011 (78 915 €). Par prudence toutefois, il est proposé de maintenir le montant de recettes actuellement prévus au BP (30 000 €).

Aucun ajustement pour cette raison au compte 771

Aucun ajustement ne s'avère par ailleurs nécessaire pour les recettes « pour ordre » relatives aux composants des immeubles gérés par l'EPA.

Par conséquent, aucun ajustement n'est proposé sur le compte 77.

Compte 78 « Reprises sur amortissements et provisions »	35 000,00 €
--	--------------------

Ce compte est notamment utilisé pour enregistrer les réductions de dotations aux amortissements et la diminution des provisions pour créances douteuses (suite au règlement des retards de paiement des loyers et des charges par les locataires concernés).

Une augmentation des recettes de 35 000 € est proposée (par rapport aux prévisions du BP 2012 de 100 000 €, les crédits nouvellement inscrits en DM 1 sont de 130 000 €).

L'ajustement de + 35.000 € correspond à la prise en compte du niveau moyen de reprise sur créances douteuses constatées au cours des 4 derniers exercices.

La hausse de recettes de reprise ne devrait toutefois pas se reproduire pour le montant élevé constaté en 2011 compte tenu des dossiers contentieux restant à apurer et qui posent le plus de difficultés.

Compte 79 «Transferts de charges»	Aucun ajustement
--	-------------------------

Ce compte est notamment utilisé pour enregistrer les remboursements par les sociétés d'assurance consécutifs à des sinistres.

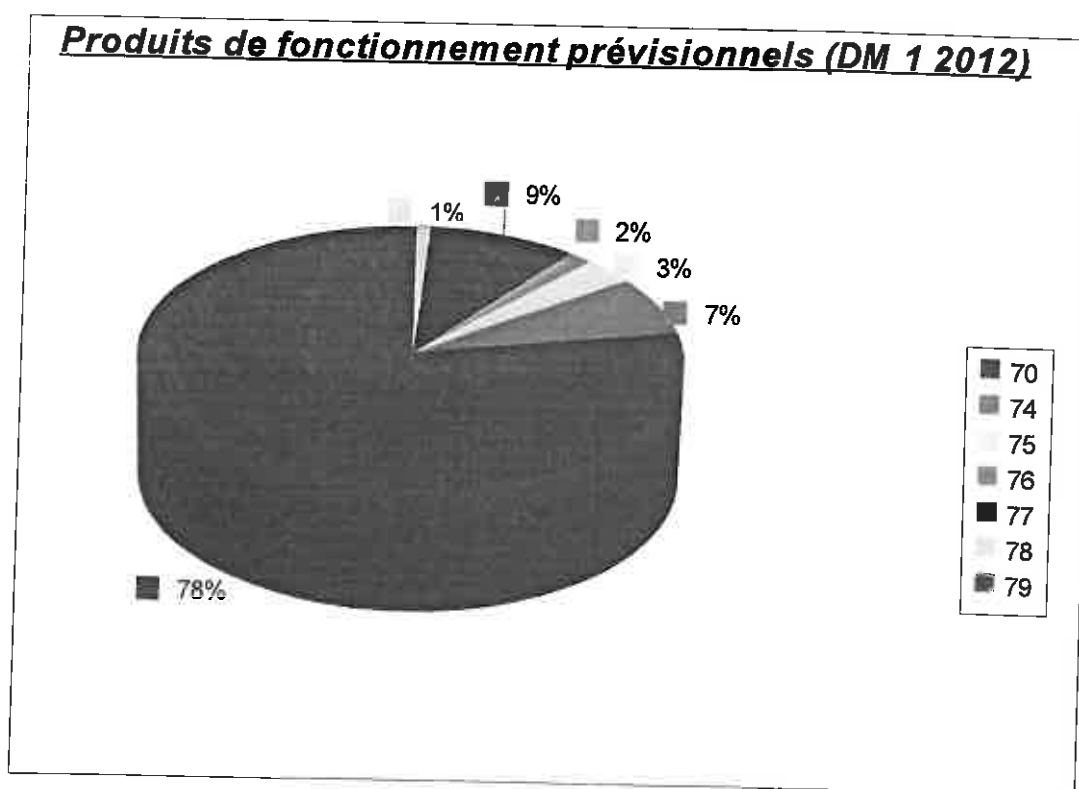
Par définition, aucune prévision n'est inscrite au budget primitif. Par contre, les recettes d'ores et déjà enregistrées dans les comptes ou bien confirmées par écrit depuis le début de l'année peuvent légitimement venir augmenter les recettes d'exploitation en décision modificative même s'il s'agit de sommes généralement peu élevées.

Etant donné la nature par définition imprévisible des sinistres, l'EPA n'enregistre aucune recette prévisionnelle au BP.

Ainsi, les produits d'exploitation après DM 1 diminuent de 1,6 % (- 244 675 €) par rapport aux dotations prévues au BP 2012 (tranche ferme).

La facturation des loyers et des charges devraient assurer près de 80 % de l'ensemble des recettes de fonctionnement.

La DM 1 conduit à projeter une baisse des recettes de 244 675 € au regard des prévisions portées au BP 2012.



2. Le tableau de financement

2.1. Les crédits de dépenses en colonne « Emplois »

Comptes 20 - 21 - 23 « Immobilisations corporelles et incorporelles »	3 618 074 €
--	--------------------

Crédits « emplois » : + 3 618 074 € en DM 1 pour atteindre 10 803 854 € par rapport aux 7 185 780 € portés au BP 2012.

Une partie des opérations de PI, études comprises, imputent des comptes de classe 2 (l'autre partie, dans de moindres proportions, continue d'imputer des comptes d'exploitation / cf. explications précédentes).

Le recensement des anciennes opérations imputant les comptes de classe 2 et qui n'ont pas été mandatées en 2011 se monte à **3 618 074 €**. La hausse de la TVA est prise en compte dans ce montant.

L'exécution des dépenses de PI en 2011 (42 %) se situe en retrait par rapport à l'année 2010 (46 %), exceptionnelle sur ce point

Logiquement, cette DM 1 a pour résultat une hausse des emplois pour ces comptes qui passent de 7 216 780 € au BP à 10 803 854 €.

Le basculement à une situation d'insuffisance d'autofinancement (IAF) contribue fortement à l'augmentation des emplois.

Structurellement, la non-réalisation des anciennes opérations de PI conduit l'EPA à inscrire à nouveau les crédits correspondants en DM 1, sauf pour les opérations pluriannualisées dont le calendrier de décaissement permet de prévoir un étalement des crédits de paiement sur les trois prochains exercices

Le total des emplois au tableau de financement s'élève ainsi à 11 884 547 € en DM 1 par rapport à 7 216 780 € au BP 2012.

2.2. Les crédits de recettes en colonne « Ressources »

Les crédits « ressources » s'élèvent à 50 000 €.

En parallèle, les ressources changent puisque le budget de l'établissement public passe en insuffisance d'autofinancement (IAF) pour un montant de 1 049 693 € qui n'apparaît ainsi plus en ressources.

A noter : le 5^{ème} versement sur le compte d'affectation spéciale (CAS) de 2 244 775 € vient abonder le fonds de roulement inscrit au tableau de financement.

Conclusion

Le déséquilibre emplois / ressources constaté en DM1 a pour corollaire une hausse du prélèvement au fonds de roulement qui passe de 6 372 043 € (BP 2012) à 11 834 547 €.

Ce prélèvement est couvert par un fonds de roulement réel largement supérieur au fonds de roulement tel que prévu par l'EPA fin 2011 (cf. DM 2 au budget 2011).

Le **fonds de roulement** réellement constaté après clôture des comptes 2011 s'élève à **21 150 689 €**.

Le besoin en fonds de roulement (**BFR**) est revu en légère baisse par rapport à au niveau pris comme paramètre d'élaboration du BP.

Il ressort un BFR moyen sur les 12 dernier mois de 2 327 781 € arrondi à **2 350 000 €** pour la construction de la DM 1.

Après couverture du prélèvement sur le fonds de roulement et de ce BFR, la **trésorerie** nette est de **9 210 917 €**.

Au total, les ajustements demandés se traduisent au niveau :

- **du compte de résultat**, par une perte de **1 600 193 €** ;
- **de la capacité d'autofinancement**, qui devient une insuffisance d'autofinancement de **1 049 693 €** ;
- **du tableau de financement**, par un prélèvement sur le fonds de roulement de **11 834 547 €** (6 372 043 € en 2011).
Cette ponction augmente par rapport aux années précédentes, compte tenu des réductions de recettes (- 44 % pour le parc locatif), de l'augmentation concomitante des dépenses de fonctionnement, du montant très important des crédits inscrits au BP 2012 et des PI non mandatées lors des précédents exercices, du financement de la PI pluriannualisée et ordinaire et des surcoûts évoqués sur certaines opérations.

Ce prélèvement est couvert par le niveau du fonds de roulement constaté sur la base des éléments du compte financier 2011 (21 150 689 €) après conservation en caisse de 2,35 M€¹¹ pour financer le besoin en fonds de roulement (BFR) maximum.

¹¹ contre 2,659 M€ l'année dernière.

Tableau 1 - DM 1 budget 2012

Conseil d'administration
du 27 mars 2012

COMPTES RENDUS DE COMPTES D'ADMINISTRATION

COMPTÉ DE RESULTAT PREVISIONNEL

DEPENSES	Exécution 2010 (n-1)	Exécution 2011 (n-1)	BP 2012 (branche fonction sermes)	BP 2012 (branche fonctionnelle C.A.S)	DM 2012 après DM 1 (branche fonctionnelle sermes)	DM 2012 après DM 1 (branche fonctionnelle sermes)	RECETTES	Exécution 2010 (n-1)	Exécution 2011 (n-1)	BP 2012 (branche fonctionnelle C.A.S)	BP 2012 (branche fonctionnelle sermes)	DM 2012 après DM 1 (branche fonctionnelle sermes)	DM 2012 après DM 1 (branche fonctionnelle sermes)
Personnel	203 019	178 797	198 727	198 727	198 727	198 727	Subvention d'exploitation	619 614	1 081 102	1 070 000	1 070 000	1 070 000	1 070 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel	16 635 762	14 016 466	15 014 115	15 014 115	15 014 115	15 014 115	Autres ressources	18 364 407	16 593 360	14 320 078	14 320 078	14 320 078	14 320 078
TOTAL DES DEPENSES (1)	16 838 781	14 125 263	15 212 842	15 212 842	15 212 842	15 212 842	TOTAL DES RECETTES (2)	18 964 021	18 016 462	15 390 078	15 390 078	15 390 078	15 390 078
Resultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	2 145 241	3 821 195	177 237	177 237	177 237	177 237	Resultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	0	0	0	0	0	0
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) - (2) + (4)	18 934 021	18 016 462	15 390 078	15 390 078	15 390 078	15 390 078	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) - (2) + (4)	18 934 021	18 016 462	15 390 078	15 390 078	15 390 078	15 390 078

TABLEAU DE FINANCEMENT ABREGE

EMPLOIS	Exécution 2010 (n-1)	Exécution 2011 (n-1)	BP 2012 (branche fonction sermes)	BP 2012 (branche fonctionnelle C.A.S)	DM 2012 après DM 1 (branche fonctionnelle sermes)	DM 2012 après DM 1 (branche fonctionnelle sermes)	RESSOURCES	Exécution 2010 (n-1)	Exécution 2011 (n-1)	BP 2012 (branche fonctionnelle sermes)	BP 2012 (branche fonctionnelle C.A.S)	DM 2012 après DM 1 (branche fonctionnelle sermes)	DM 2012 après DM 1 (branche fonctionnelle sermes)
Financement d'autofinancement	0	0	0	0	0	0	Capacité d'autofinancement	2 839 354	4 305 337	794 737	794 737	0	0
Investissement	4 465 356	3 713 495	7 185 780	13 047 780	10 803 834	16 665 834	Subvention d'investissements	2 659 301	2 244 775	0	5 862 008	0	5 862 000
Autres emplois	65 064	21 792	31 000	31 000	31 000	31 000	Autres ressources	134 183	361 414	50 000	50 000	50 000	50 000
TOTAL DES EMPLOIS (5)	4 530 420	3 735 287	7 216 780	13 078 780	11 134 834	17 746 834	TOTAL DES RESSOURCES (6)	5 632 838	7 411 526	844 737	6 706 737	59 000	5 912 000
APPORT en FONDS DE ROULEMENT (7) - (6) - (5)	1 102 415	3 676 236	0	0	0	0	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) - (6) - (5)	0	0	0	6 372 043	11 334 537	11 334 537
Fonds de roulement (FR)	17 221 922	21 150 639	3 397 592	3 327 592	11 550 917	11 550 917							
Exécutions en fonds de roulement (BF2)	138 020	2 596 705	2 438 420	2 438 420	2 350 000	2 350 000							
Troisième note (FR - BF2)	17 083 879	18 553 934	967 486	967 486	9 200 917	9 200 917							

[illegible]

Budget modifié 2012 Tableau 2 Budget développé - DM 1

Council d'administration
du 27 mars 2012

N° des postes	Intitulé des postes de charges	Budget 2011	BP 2011 (charges courantes)	BP 2011 (charges courantes) L.A.S.	BP 2012 (charges courantes) L.A.S.	BP 2012 (charges courantes) après DM 1	N° des postes	Intitulé des postes de produits	Budget 2011	BP 2011 (charges courantes) après DM 1	BP 2012 (charges courantes) après DM 1	BP 2012 (charges courantes) après DM 1	BP 2012 (charges courantes) après DM 1
60	Autres	1 086 615	2 258 976	2 258 976	2 258 976	2 258 976	70	Ventes produits, prestations, marchandises	13 407 206	13 336 000	13 336 000	13 336 000	13 336 000
601	Autres produits	0	0	0	0	0	701	z Subventions des charges budgétaires	3 767 785	3 712 000	3 712 000	3 712 000	3 712 000
602	z Autres produits (autres approvisionnements)	335 125	1 009 840	1 009 840	1 009 840	1 009 840	7011	z Subventions des charges budgétaires	9 453 936	9 378 500	9 378 500	9 378 500	9 378 500
603	z Ventes de produits (en 1 an ou +)	-34 700	0	0	0	0	7012	z Subventions des charges budgétaires	21 456	21 000	21 000	21 000	21 000
604	z Charges liés à des prestations de services externes	19 776	15 730	15 730	15 730	15 730	7013	z Ventes de services	2 804	2 800	2 800	2 800	2 800
605	z Achats de matériel, équipements et travaux	28 166	33 000	33 000	33 000	33 000	7014	z Ventes de marchandises	21 396	21 400	21 400	21 400	21 400
606	z Achats d'approvisionnement non stockés (autres qu'en DM 1)	1 139 242	1 185 006	1 185 006	1 185 006	1 185 006	7015	z Produits des activités annexes	0	0	0	0	0
607	z Achats non stockés de matériel et de fournitures	0	0	0	0	0							
608	z Achats marchandises	0	0	0	0	0							
609	z Frais de port, autres que nautiques	0	0	0	0	0							
61	Services extérieurs	5 319 375	8 030 516	8 030 516	8 030 516	8 030 516							
611	z Services :	3 065 950	3 251 700	3 251 700	3 251 700	3 251 700							
612	z Charges locatives et de copropriété	1 065 425	1 164 840	1 164 840	1 164 840	1 164 840							
613	z Diverses charges et de répartition	1 015 615	1 111 500	1 111 500	1 111 500	1 111 500							
614	z Charges d'entretien	151 586	163 965	163 965	163 965	163 965							
615	z Charges de recherche	0	0	0	0	0							
616	z Autres	906	1 000	1 000	1 000	1 000							
62	Autres services extérieurs	8 785 800	1 038 567	1 038 567	1 038 567	1 038 567							
621	z Personnel temporaire	5 402 27	2 500	2 500	2 500	2 500							
622	z Subventions d'investissement et honoraires	383 556,73	633 461	633 461	633 461	633 461							
623	z Publicité, publications et relations publiques	125 740,79	132 000	132 000	132 000	132 000							
624	z Transport de biens et équipements collectifs de personnel	102,27	1 000	1 000	1 000	1 000							
625	z Déplacement (carburant, frais de séjour et repas)	17 613,82	10 000	10 000	10 000	10 000							
626	z Frais postaux et de télécommunication	6 243,28	5 000	5 000	5 000	5 000							
627	z Frais d'entretien	4 117,84	7 000	7 000	7 000	7 000							
628	z Autres charges relatives à l'exploitation	966 012,40	1 040 000	1 040 000	1 040 000	1 040 000							
63	Impôts, taxes et versements assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00							
631	z Impôts, taxes, versements assimilés	1 774 860	1 808 622	1 808 622	1 808 622	1 808 622							
632	z Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 784 065	1 808 622	1 808 622	1 808 622	1 808 622							
64	Charges de personnel	128 797	308 727	308 727	308 727	308 727	74	Subventions d'exploitation	1 421 300	1 473 120	1 473 120	1 473 120	1 473 120
641	z Administration du personnel	113 170	124 287	124 287	124 287	124 287	741	z Subventions d'exploitation	72 530	70 000	70 000	70 000	70 000
642	z Charges de sécurité (police et de prévention)	65 285	73 740	73 740	73 740	73 740	7411	z Subventions d'investissement	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
643	z Autres charges sociales	0	0	0	0	0	7412	z Autres subventions d'exploitation	1 810	0	0	0	0

[illegible]

Exercice 2010	Exercice 2011	2012 (exercice clos)	2013 (exercice clos)	2014 (exercice clos)	2015 (exercice clos)	2016 (exercice clos)
2 145 241	3 521 199	1 772 237	1 772 237	-1 600 195	-1 600 195	-1 600 195
2 188 932	2 076 446	2 027 500	2 027 500	2 027 500	2 027 500	2 027 500
114 298	183 551	100 000	100 000	135 000	135 000	135 000
1 443 731	1 309 152	1 370 000	1 370 000	1 370 000	1 370 000	1 370 000
63 210	393	60 000	60 000	28 000	28 000	28 000
0	0	0	0	0	0	0
2 355 384	4 005 337	770 237	770 237	-1 008 695	-1 008 695	-1 008 695
CA4						

19. Ces données figurent à titre d'information et ne sont pas destinées à être utilisées comme preuve.

¹⁹⁾ Ces données figurent à titre d'illustration et ne sont pas susceptibles de valoir des conseils d'investissement.

État en 2012	État en 2013	État en 2014	État en 2015	État en 2016	État en 2017	État en 2018	État en 2019	État en 2020	État en 2021	État en 2022	État en 2023	État en 2024	État en 2025	État en 2026	État en 2027	État en 2028	État en 2029	État en 2030	État en 2031	État en 2032	État en 2033	État en 2034	État en 2035	État en 2036	État en 2037	État en 2038	État en 2039	État en 2040	État en 2041	État en 2042	État en 2043	État en 2044	État en 2045	État en 2046	État en 2047	État en 2048	État en 2049	État en 2050	État en 2051	État en 2052	État en 2053	État en 2054	État en 2055	État en 2056	État en 2057	État en 2058	État en 2059	État en 2060	État en 2061	État en 2062	État en 2063	État en 2064	État en 2065	État en 2066	État en 2067	État en 2068	État en 2069	État en 2070	État en 2071	État en 2072	État en 2073	État en 2074	État en 2075	État en 2076	État en 2077	État en 2078	État en 2079	État en 2080	État en 2081	État en 2082	État en 2083	État en 2084	État en 2085	État en 2086	État en 2087	État en 2088	État en 2089	État en 2090	État en 2091	État en 2092	État en 2093	État en 2094	État en 2095	État en 2096	État en 2097	État en 2098	État en 2099	État en 2100
ÉTAT EN 2012	ÉTAT EN 2013	ÉTAT EN 2014	ÉTAT EN 2015	ÉTAT EN 2016	ÉTAT EN 2017	ÉTAT EN 2018	ÉTAT EN 2019	ÉTAT EN 2020	ÉTAT EN 2021	ÉTAT EN 2022	ÉTAT EN 2023	ÉTAT EN 2024	ÉTAT EN 2025	ÉTAT EN 2026	ÉTAT EN 2027	ÉTAT EN 2028	ÉTAT EN 2029	ÉTAT EN 2030	ÉTAT EN 2031	ÉTAT EN 2032	ÉTAT EN 2033	ÉTAT EN 2034	ÉTAT EN 2035	ÉTAT EN 2036	ÉTAT EN 2037	ÉTAT EN 2038	ÉTAT EN 2039	ÉTAT EN 2040	ÉTAT EN 2041	ÉTAT EN 2042	ÉTAT EN 2043	ÉTAT EN 2044	ÉTAT EN 2045	ÉTAT EN 2046	ÉTAT EN 2047	ÉTAT EN 2048	ÉTAT EN 2049	ÉTAT EN 2050	ÉTAT EN 2051	ÉTAT EN 2052	ÉTAT EN 2053	ÉTAT EN 2054	ÉTAT EN 2055	ÉTAT EN 2056	ÉTAT EN 2057	ÉTAT EN 2058	ÉTAT EN 2059	ÉTAT EN 2060	ÉTAT EN 2061	ÉTAT EN 2062	ÉTAT EN 2063	ÉTAT EN 2064	ÉTAT EN 2065	ÉTAT EN 2066	ÉTAT EN 2067	ÉTAT EN 2068	ÉTAT EN 2069	ÉTAT EN 2070	ÉTAT EN 2071	ÉTAT EN 2072	ÉTAT EN 2073	ÉTAT EN 2074	ÉTAT EN 2075	ÉTAT EN 2076	ÉTAT EN 2077	ÉTAT EN 2078	ÉTAT EN 2079	ÉTAT EN 2080	ÉTAT EN 2081	ÉTAT EN 2082	ÉTAT EN 2083	ÉTAT EN 2084	ÉTAT EN 2085	ÉTAT EN 2086	ÉTAT EN 2087	ÉTAT EN 2088	ÉTAT EN 2089	ÉTAT EN 2090	ÉTAT EN 2091	ÉTAT EN 2092	ÉTAT EN 2093	ÉTAT EN 2094	ÉTAT EN 2095	ÉTAT EN 2096	ÉTAT EN 2097	ÉTAT EN 2098	ÉTAT EN 2099	ÉTAT EN 2100

Budget modifié 2012 - Crédits de paiement (DM 2)

Conseil d'administration
du 27 mars 2012

	2007	2008	2009	2010	BP 2011 (tranche ferme)	BP 2011 (tranche conditionnelle)	BP 2011 tranche ferme après DM 1	BP 2011 tranche conditionnelle après DM 1	BP 2011 tranche ferme après DM 2	BP 2011 tranche conditionnelle après DM 2	BP 2012 (tranche ferme)	BP 2012 (tranche conditionnelle CAS)
Opérations 2000	12 880 €	55 244 €	107 479 €				0 €	0 €				
Opérations 2001	40 063 €		50 581 €	22 937 €			75 979 €	75 978 €	75 978 €			
Opérations 2002			0 €				0 €	0 €				
Opérations 2003	150 382 €	34 465 €	0 €	751 €			0 €	0 €				
Opérations 2004	630 410 €	554 180 €	846 931 €	625 413 €			592 101 €	592 101 €	592 101 €	592 101 €		
Opérations 2005	759 134 €	1 195 482 €	472 256 €	308 807 €			205 930 €	205 930 €	205 930 €	205 930 €		
Opérations 2006	326 749 €	620 277 €	178 089 €	83 345 €			327 245 €	327 245 €	327 245 €	327 245 €		
Opérations 2007	523 474 €	1 123 285 €	714 191 €	511 405 €			1 439 882 €	1 439 882 €	311 762 €	311 762 €		
Opérations 2008		6 320 718 €	2 652 853 €	2 848 325 €			760 020 €	760 020 €	1 030 501 €	1 030 501 €		
Opérations 2009			3 537 571 €	1 815 070 €			953 175 €	953 175 €	792 150 €	792 150 €		
Opérations 2010				3 242 411 €			2 724 055 €	2 724 055 €	2 558 080 €	2 558 080 €		
Opérations 2011					6 755 518 €	12 617 518 €	5 702 496 €	11 564 496 €	2 970 514 €	8 832 514 €		
Opérations 2012												
Total	2 400 337 €	9 893 812 €	8 756 842 €	9 652 333 €	5 755 518 €	12 617 518 €	12 570 432 €	18 532 432 €	8 855 432 €	14 717 432 €	7 185 780 €	13 047 780 €
Droits de réservation de logements (cpte 85710)	385 000 €	110 000 €	350 000 €	258 250 €	127 500 €	327 500 €	400 500 €	400 500 €	367 400 €	367 800 €	514 950 €	514 950 €
TOTAL y compris les droits de réservation de logements	2 071 337 €	10 003 812 €	9 146 842 €	9 910 583 €	7 083 018 €	12 945 018 €	13 150 932 €	19 012 932 €	9 222 832 €	15 085 232 €	7 700 730 €	13 562 730 €

Service	Service	Nature de l'opération	Origine	Travaux amortissables inscrites aux comptes 210- 215	Charges intégrales des travaux amortissables (inscrites aux comptes 212- 215)	Amortissements prélevés sur résultats 124 (comptes 627- 631- 632- ...)	Comptes 65 France pour la charge de financement	Dépenses de travaux d'investissement - 2012	Répartition comptes 627-631	Répartition comptes 627-631	TOTAL de l'opération pour 2012	CP 2015	CP 2014
R-01	Service central	Crédit de rattachement du logement	R-02								702 100,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €
R00	Service central	Mandat SERR@ME 2009	R00								33 000,00 €		
R00	Service central	Gestion du la régence travaux	R00	200 000,00 €							330 000,00 €	300 000,00 €	300 000,00 €
R00	Service central	PURIFICATION AUC	R00								50 000,00 €		
TOTAL R00				200 000,00 €							1 115 100,00 €	318 000,00 €	318 000,00 €
R08	CAMERO	réfection des cloques (7)	R08	250 980,45 €	51 577,21 €	20 400,00 €					323 058,00 €		
R08	CAMERO	réfection d'appareillement	R08								18 100,00 €		
R08	CAMERO	réfection des plafonds	R08								360,00 €		
R08	Angol	réfection façade en argence	R08								758,51 €		
R08	Angol	Achat un éclairage par (5)	R08								2 710,41 €		
R08	Angol	Réfection du plafonnage en bois dans les colonnes et des colonnes d'éclairage	R08	158 321,75 €	12 321,70 €	17 400,00 €					223 043,45 €		
R08	Clonon	Rampement 12 chauffeur-chauffeur (D)	R08								2 351,20 €		
R08	Clonon	Réfection et isolation de la toiture (7)	R08	79 002,50 €	15 978,11 €	8 760,00 €					103 539,10 €		
R08	Socoo	réfection des VMC crénelées (craquelées)	R08								1 111,48 €		
R08	Awa	Diagnostic divers	R08								300,30 €		
R08	Gaid	réfection du trottoir et éclairage d'entrée de la cité	R08								4 805,30 €		
TOTAL R08				489 304,64 €	110 176,03 €	54 280,00 €					27 403,45 €		
R08	Dyon	Achat des normes antiseisme des salles de bain (A)	R08	420 887,50 €	22 582,00 €	17 337,00 €					9 589,51 €		
R08	Dyon	Remplacement des chaudières au fioul à une chaudière à gaz (A)	R08								418 700,00 €		
R08	Dyon	Changement moteur VMC Dyon (moteur HS)	R08										
R08	Dyon	07/02/2011 réfection M n°12	R08										
R08	Dyon	18/01/2012 réfection B3	R08										
TOTAL R08				420 887,50 €	22 582,00 €	47 337,00 €					418 700,00 €		
R09	Saint-Malo	Réfection des carnes d'isolation, dalle centrale, électricité, bois, couverture (cardé). Mise en place d'éclairage : peinture, ergon d'escaliers, remplacement porcelaine, dalle, réfection sole	R09	50 011,97 €		5 031,10 €					499 765,00 €		
TOTAL R09				50 011,97 €		5 031,10 €					504 796,10 €		

Service	Service	Nature des opérations	Origine	Travaux effectués dans le volume des travaux aménageables (au détail sur compte 211 - 212)	Études réalisées dans le volume des travaux aménageables (au détail sur compte 211 - 212)	Reconstitution des plans et des schémas de la ville	Compte des dépenses pour le compte de	Dépenses de travaux aménageables - 2012	Dépenses de travaux NON aménageables - 2012	CP 2013	CP 2014
R08	Saint-Malo	Réfection des abords des immeubles (réfection de voirie et d'éclairage); prix avec TVA à 5,5% après négociation ramené à 28 224,42 €	R08	- €	157,81 €	1 898,54 €					
R08	Saint-Malo	Remplacement et peinture porte d'entrée (B)	R08	- €	- €	1 805,85 €					
R06	Dinard	Diagnostic arénite - sols	R06			83,22 €					
R06	Dinard	Sécurité incendie : ceps d'escalier et cheminée dévernement	R06			771,42 €					
R06	Dinard	Remise en état chemin de dégrèdes de droite	R06			913,74 €					
TOTAL R08			TOTAL R08	56 841,97 €	167,81 €	11 914,93 €	- €	- €	- €		
R08	Montmélian	Manutentions extérieures + volets roulants	R08	1 558,10 €	2 251,59 €	13 202,72 €					
R08	Montmélian	Évaluation EU EP	R08			203,83 €					
R08	Modane Bellevue	Réfection du fermant des armoires de chauffage traversant les défilés en marbre - Remplacement cuve à floc - Mise en sécurité des occultations et remplacement des balais	R08	2 911,97 €		193,56 €					
R08	Modane Bellevue	Réfection des cuivres et des armoires de bain - remplacement des armoires de WC	R08	19 348,13 €		28 030,41 €					
R08	Modane Bellevue	Réfection de la chaudière floc	R08	61 792,50 €	5 277,50 €	13 333,33 €					
R08	Valloire	Réfection des pièces fournies armoires de bain, WC et cuisines	R08								
R08	Chamonix	Éclairage cage d'escalier	R08	253 078,78 €		42 205,91 €					
R08	Chamonix	Réfection en urgence des rives de la cité	R08								
R08	Chamonix	Réfection des sols souples des pièces communes par (carrelage)	R08								
R08	Chamonix	Reprise totale du niveau d'ascension des eaux et de la rampe	R08	112 350,00 €	10 438,00 €	15 657,60 €					
TOTAL R08			TOTAL R08	451 970,63 €	41 225,19 €	110 974,44 €	- €	- €	- €		

[illegible]

[illegible]

Service	Services	Nature de l'opération	Origine	Dépenses de travaux amortissables - 2012			Comptes CS Amortissements pour la période 2012	Dépenses de travaux non amortissables - 2012			TOTAL de l'opération pour 2012	CP 2013	CP 2014
				Travaux amortissables inscrits aux comptes 211 - 22x	Éléments intégrés dans la valeur des travaux amortissables (transférés aux comptes 211 - 22y)	Réamortisation publicités répertoriées de ... inscrits aux comptes 62x (total des 62x, 6231 - 6237 ...)		Travaux non amortissables inscrits aux comptes 61x	Éléments diversifiés inscrits aux comptes 62x + 6231	Réamortisation des comptes 6238			
R12	Mobilier	Réparation d'une table	R12					243,65 €	- €	21,54 €	265,09 €		
R12	Pontier	Remplacement des balustrades des garde-corps aux façades extérieures de chacun des bâtiments et mise en peinture	R12							400,00 €	400,00 €		
R12	Pontier	Problème d'installation d'eau par le balcon du logement n°1	R12										
R12	Pontier	Réfection de deux parois	R12							44,78 €	44,78 €	- €	
R12	Pontier	Renouvellement des façades avec isolation extérieure (pour 3 façades - 1 côté isolé) et remplacement portes d'entrée (1)	R12	208 000,00 €	40 000,00 €	6 000,00 €				722,82 €	722,82 €	- €	
R12	Pontier	Remplacement des élim et des fenêtres dans les cubes + 206 (1)	R12										
R12	Pontier	Installation électrique dans les caves (1)	R12	5 100,00 €				40 600,00 €	- €		40 600,00 €		
R12	Dalle	Rénovation des façades extérieures de la terrasse + réfection des sols du garage + rénovation de la balustrade extérieure des escaliers conduisant aux caves	R12					- €	- €	104,37 €	104,37 €		
R12	Dalle	Réfection toiture de Delle	R12					- €	- €	4 703,39 €	4 703,39 €		
R12	Dalle	Isolation façade et réfection de la terrasse + réfection des sols du garage + réfection des sols des caves (A)	R12			13 000,00 €					13 000,00 €		
R12	Dalle	Rampement et réaménagement chauffage	R12	- €	- €								
R12	Dalle	Renouvellement de la balustrade extérieure adossée aux escaliers conduisant aux caves	R12								4 117,01 €		
R12	Dalle	Diagnostic électricité et toiture	R12					- €	- €	16,19 €	16,19 €		
R12	Dalle	Réfection des murs d'un plancher sèches	R12					- €	- €	313,81 €	313,81 €		
R12	Dalle	Réfection des colonnes de chauffage corrodées (6)	R12	97 000,00 €	16 000,00 €	12 000,00 €					125 000,00 €		
R12	Diverses cités	Dégradé électrique, V1V2 et éclairage incendie	R12							8 371,80 €	8 371,80 €		
R12	Diverses cités	Profilure, etc ... DTA antenne	R12							2 187,19 €	2 187,19 €		
TOTAL R12			TOTAL R12	333 900,58 €	94 300,00 €	49 243,91 €	- €	45 519,53 €	11 658,48 €	151,76 €	513 932,99 €		
R13	L'Hôtel des Roses	Marché de réhabilitation globale de la cité	R13			5 000,00 €					5 000,00 €		

Budget modifié 2012 - Tableau simplifié des dépenses informatiques

Compte d'administration
du 27 mars 2012

Service	Service	Nature de l'opération	Origine	Dépenses de travaux amortissables - 2012			Compte de travaux pour le compte de 2012			Dépenses de travaux non amortissables - 2012			TOTAL de l'opération pour 2012	CP 2013	CP 2014
				Travaux amortissables (comptes 31x - 32x)	Etudes initiales des travaux amortissables (comptes 31x - 32x)	Réamortissement des travaux amortissables (comptes 31x - 32x)	Travaux pour le compte de 2012	Etudes initiales des travaux pour le compte de 2012	Travaux pour le compte de 2012	Etudes initiales des travaux pour le compte de 2012	Réamortissement des travaux pour le compte de 2012	Travaux pour le compte de 2012			
R13	L'Huy les Roses	Réaménagement des bouches d'égoût	R13	8 218,00 €									8 715,00 €		
R13	L'Huy les Roses	Pose d'un grillage au dessus de la descente d'égout menant à la sous station (règle de chûtes)	R13	10 150,00 €									10 150,00 €		
R13	TREMBLAY 1 et 2	Réfection des salles de bain et WC des chambres communautaires très dégradées	R13	31 950,00 €									31 950,00 €		
TOTAL R13			TOTAL R13	50 318,00 €	- €	5 000,00 €			- €				50 318,00 €		
R14	La Havre	Rénovation du système d'interphonie et du système d'accès	R14	92 000,00 €	1 760,00 €								93 760,00 €		
TOTAL R14			TOTAL R14	502 100,00 €	53 760,00 €	8 000,00 €			- €	- €	- €		534 760,00 €		
R15	Saint-Julien en Genevoix	Mise aux normes incendie, défenestration et portes palières	R15	20 625,25 €									20 625,25 €		
R15	Saint-Julien Thilly	Rénovation des sols	R15												
R15	Saint-Julien Thilly	Réfection des chutes des eaux usées	R15	57 000,00 €									121 204,65 €		
R15	Saint-Julien Thilly	Sécurisation des halls d'entrée	R15	28 947,95 €	11 523,04 €								70 800,00 €		
R15	Combrès	Complément sur l'écoulement	R15	1 164,08 €									54 873,10 €		
R15	Combrès	Réaménagement/entretien des vannées thermostatiques (H)	R15										1 484,06 €		
R15	Collonges sous Salève	Réaménagement des vannées radiateurs	R15										248 174,12 €		
R15	Collonges sous Salève	Réfection des cuisines (antenne) (L)	R15	70 400,14 €	18 442,46 €								5 275,00 €		
R15	Annecy - Ville du Coteau	Projet Villa du Coteau	R15	20 932,48 €	- €								105 128,18 €		
R15	Annecy - Ville du Coteau	Sécurité/rénovation toiture bâtiment et toiture portion d'antenne	R15	30 784,97 €	13 328,85 €								34 375,36 €		
R15	Furey	Réfection des façades comprenant isolation par l'extérieur (encadrement sur isolant) (H)	R15	5 034,80 €	- €								57 554,47 €		
R15	Furey	Mise aux normes d'incendie + rénovation des cages d'escalier et halls	R15	63 847,39 €	18 658,31 €								28 004,80 €		
R15	Velzy	Mise en place d'ardoise aluminium (F)	R15	41 000,00 €									95 032,68 €		
R15	Velzy	Réfection des piteux humides (cuisines, SDB, WC) et chutes d'eaux usées	R15	88 136,00 €	13 800,00 €								64 250,00 €		
													110 136,00 €		

Service	Service	Nature des Travaux	Origine	Dépenses de travaux EURO-DESIGN - 2012			Génie (3 Axes) pour la maîtrise de l'énergie - 2012	Dépenses de travaux NON euro-design - 2012			TOTAL des Travaux 2012	CP 2013	CP 2012
				Travaux euro-design 2012 - 2013	Etudes (études de faisabilité, études de conception, études de détail, études de dimensionnement, études de dimensionnement des équipements,								

[illegible]

Service	Secteur	Nature de l'opération	Origine	Rapports de Travaux Amortissables - 2012			Rapports de Travaux Non Amortissables - 2012			C- 2013	CP 2014
				Travaux amortissables aux comptes 21x - 22x	Amortissements dans la valeur des amortissables (monnaies aux comptes 11x - 22x)	Amortissements réintégrés aux amortissables aux comptes 28x (moins 0,275% (221 - 1337 ...))	Travaux à amortir aux comptes 51x	Travaux à amortir aux comptes 52x	Travaux à amortir aux comptes 53x		
R21	Montpellier	Démontage des engins de chantier	R21		3 448,20 €	81,21 €					
R21	Montpellier	Ravalement des façades et d'enduits lisses	R21	383 500,00 €	10 030,00 €	40 000,00 €				3 531,00 €	
R21	Montpellier	Changement des portes piédroits	R21			2 414,44 €				463 500,00 €	
R21	Sète	Ventilation VMC	R21		4 300,00 €					2 414,44 €	
R21	Sète	Rénovation cage d'escalier et changement des portes piédroits	R21							4 800,00 €	
R21	Sète	Finalisation des ravalements	R21	200 000,00 €	37 000,00 €	22 000,00 €				32 884,74 €	
R21	Sète	Élévation en colonnes montantes des garde-fous électriques	R21	50 710,00 €	10 030,00 €	7 000,00 €				232 030,00 €	
R21	Agde	Finalisation à l'état d'après d'un garage à vélos et agencement du parking	R21		453,00 €	43,00 €				67 710,00 €	
R21	Agde	Rénovation des salles de bains et des cuisines	R21		14 217,18 €	17,32 €				539,04 €	
R21	Agde 1	Modernisation chauffage et remplacement cuve à foudre	R21		5 400,00 €					14 234,81 €	
R21	Agde 1	Changement des portes piédroits	R21							5 400,00 €	
TOTAL R21			TOTAL R21	889 010,00 €	85 353,08 €	74 252,87 €	- €		1 153,74 €	1 153,74 €	
R22	Champagné	Rempèchement des fenêtres - menuiseries aluminium	R22			803,43 €				803,43 €	
R22	Champagné	Rénovation des façades des toits bitumeux	R22	29 105,00 €	- €	10 761,48 €				33 947,04 €	
R22	Champagné	Réfection des toitures terrasse de 2 bitumeux	R22	82 000,00 €	13 000,00 €	10 000,00 €				105 000,00 €	
R22	Champagné	Réalisation des salles de bain (2)	R22	280 760,00 €	42 000,00 €	21 000,00 €				283 760,00 €	
R22	Héribail	Rénovation électrique	R22	5 071,82 €	324,80 €					5 396,62 €	
R22	Héribail	Rénovation électrique phase 2	R22							233,00 €	
R22	Saint-Louis Clif	Rempèchement des empans et rénovation sautoirs de dalle	R22	12 170,20 €						12 170,24 €	
R22	Saint-Louis Clif	Rénovation électrique des logements	R22	11 810,71 €						11 810,71 €	
R22	Saint-Louis Clif	Changement des portes d'entrée des appartements et des portes d'escaliers	R22			0 890,16 €				0 890,16 €	

Budget modifié 2012 - Tableau simplifié des dépenses informatiques

Courriel d'administration
du 27 mars 2012

Service	Service	Nature du règlement	Origine	Dépenses de Service - 2012		Courants de Service pour le compte de	Dépenses de Service - 2012			CP 2013	CP 2014
				Travaux informatiques pour le compte de l'Etat - 2012	Revenus informatiques pour le compte de l'Etat - 2012		Travaux informatiques pour le compte de l'Etat - 2012	Revenus informatiques pour le compte de l'Etat - 2012	TOTAL de l'opération pour 2012		
R22	Saint-Louis Chef	Démontage 7 cages d'escalier et portier coupe-feu vers les caves	R22	38 420,00 €	- €	4 783,51 €			44 173,51 €		
R22	Saint-Louis Chef	Réfection des toitures mansardées	R22	147 100,00 €	27 000,00 €	15 000,00 €			182 100,00 €		
R22	Saint-Louis Chef et Saint-Louis Andenne	Remplacemnt chaudière et chauffage	R22	112 000,00 €		22 140,83 €			218 140,83 €		
R22	Saint-Louis ISL	Changement du système de chauffage - passage au gaz	R22								
R22	Saint-Louis cité ancienne	Réfection des colonnes sanitaires des communs	R22	88 717,54 €		8 500,00 €	16 000,00 €	3 918,97 €	18 918,97 €		
R22	Saint-Louis cité ancienne	- Rénovation zinguerie et refecton toiture	R22	6 014,28 €					63 217,54 €		
R22	Leymen	Remplacemnt des garde-corps - drainage des eaux de pluie du bâtiment 3-5 (infirmeries importantes dans les caves) - rénovation électrique	R22	7 823,28 €	627,15 €				8 084,28 €		
R22	Leymen	Rénovation électrique des parties communes	R22				- €	- €	438,40 €		
R22	Wendchouse	Rénovation électrique des logements	R22				63 489,83 €	8 224,50 €	3 353,34 €		
R22	Wendchouse	Changement chaudière (datant de 1978) avec passage au gaz	R22				77 632,99 €	3 550,78 €	1 580,83 €		
R22	Bandirichim	Mise en conformité électrique	R22			210,04 €			210,04 €		
TOTAL R22				622 833,48 €	59 052,05 €	103 688,48 €	148 132,52 €	13 094,27 €	1 177 986,34 €		
R24	Goffe Juan	Entretien d'un logement	R24	8 258,15 €		81,35 €			8 319,51 €		
R24	Goffe Juan	Rénovation de la façade, des menuiseries extérieures (volets, larmes) et mise en place de la VMC	R24	73 023,00 €	14 000,00 €	9 000,00 €			96 023,00 €		
R24	Vel du Cerif	Remplacemnt de deux chaudières des brûleurs et refecton de l'armoire électrique	R24		11 512,64 €				11 512,64 €		
R24	Vel du Cerif	Remplacemnt du portier téléphonique	R24		14 001,86 €				14 001,86 €		
R24	Vel du Cerif	Rénovation des sols des logements en 5 tranches de 15 000 € de 2010 à 2014	R24	30 500,00 €	5 500,00 €	3 500,00 €	43 000,00 €	8 500,00 €	68 000,00 €		

Budget modifié 2012 - Tableau simplifié des dépenses informatiques

Conseil d'administration
du 27 mars 2012

Service	Service	Nature de l'opération	Origine	Dépenses de travaux amortissables - 2012				Comptes 85 Avenues pour le compte de	Dépenses de travaux NON amortissables - 2012				CP 2013	CP 2014
				Travaux amortissables inscrits aux comptes 21x - 23x	Etudes infirmes dans la valeur des travaux amortissables (inscrites aux comptes 21x - 23x)	Rémunération publicitaire reprographique des documents sur supports 82x (comptes 82268, 8231 - 8237 ...)	Travaux à réaliser aux comptes 82x		Travaux à réaliser aux comptes 82x + publicités 82x	Etudes offertes à réaliser aux comptes 82x + publicités 82x	Régularisation comptes 82268	TOTAL de l'opération pour 2012		
R24	Val du Caré	Réfection déviation de la voirie pour pose d'une barrière de sécurité et isolation thermique du lot et des profondeurs des caves en sous-sol.	R24	43 700,00 €	8 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €					58 700,00 €		
R24	Val du Caré	Rénovation du lot d'entrée (peinture, remplacement de la porte d'entrée défectueuse et portes aux barres) (C)	R24	27 500,00 €	5 000,00 €	8 000,00 €	8 000,00 €					38 500,00 €		
TOTAL R24			TOTAL R24	71 200,00 €	13 000,00 €	13 000,00 €	13 000,00 €					97 200,00 €		
R25	Nantes	Isolation des combles	R25	25 800,33 €								25 800,33 €		
TOTAL R25			TOTAL R25	25 800,33 €								25 800,33 €		
R26	Bourg-Madame	Mise en place d'un système de désaerage des cages d'escaliers	R26	10 407,87 €								10 407,87 €		
R26	Bourg-Madame	Rénovation salles de bain	R26	7 488,87 €								7 488,87 €		
R26	Bourg-Madame	Colonne eaux usées eaux vannes	R26	88 500,00 €								88 500,00 €		
R26	La Boule	Marché global de rénovation de la cité du Boule (salle de bain, VMC, menuiserie) bois par PV, imprégnation, isolation, réflexion isolation TV, éclairage, climatisation chauffage. Divers travaux : clôtures, réfection couverture. Remplacement fenêtres divers travaux extérieurs etc... ; appel de fonds pour actualisation lot 7A pour 3537,94 euros	R26		10 380,19 €							10 380,19 €		
R26	La Boule	Eclairage parties communes et extérieurs ponts lumineux	R26			3 082,94 €						3 082,94 €		
R26	Norbonne	Portes coupes faux	R26	53 000,00 €		7 000,00 €						60 000,00 €		
R26	Norbonne	Réfection des façades et démolition toiture (D)	R26	288 300,00 €	41 900,00 €	21 000,00 €						351 200,00 €		
TOTAL R26			TOTAL R26	441 207,87 €	52 280,19 €	49 082,94 €						542 570,00 €		
R26	Rochefort	Installation d'une VMC (A) : menuiserie VMC pour 21/2 étages TTC	R26	1 378,91 €								1 378,91 €		
TOTAL R26			TOTAL R26	442 586,78 €	52 280,19 €	49 082,94 €						543 949,91 €		
R27	Fréjus	Mise en place de la VMC	R27		1 070,40 €							1 070,40 €		
R30	Fréjus	Peinture des cages d'escalier et vestibule	R30											
TOTAL R30			TOTAL R30		1 070,40 €							1 070,40 €		

Budget modifié 2012 - Tableau simplifié des dépenses informatiques

Conseil d'administration
du 27 mars 2012

Service	Service	Nature de l'opération	Origine	Dépenses de travaux <u>amortissables</u> - 2012				Dépenses de travaux <u>non amortissables</u> - 2012				CP 2013	CP 2014
				Travaux amortissables imputés aux comptes 21x - 22x	Etudes intégrées dans la valeur des travaux amortissables (imputées aux comptes 21x - 33x)	Remboursement publicités reportées sur mandats aux comptes 62x (comptes 62255, 6231 - 6237 - ...)	Compte 68 Autres pour le compte de	Travaux à imputer aux comptes 61x	Etudes diverses à imputer aux comptes 62x + publicités compte 6237	Remboursement comptes 62255	TOTAL de l'opération pour 2012		
R30	Fréjus	Faux plafonds sous isolation du porche (I)	R30			13 458,10 €					13 458,10 €		
R30	Fréjus	Remise en état du carreau pluviel endommagé par les intempéries du mois de juin 2010	R30			2 358,81 €					2 358,81 €		
R30	Toulon	Portes peintures (N)	R30	41 600,00 €	11 600,00 €	7 000,00 €		22 400,00 €			82 500,00 €		
R30	Salins d'Hyères	Réfection des cuisines et des salles de bain - mise en conformité électrique des communes	R30	83 917,80 €							83 917,80 €		
R30	Salins d'Hyères	Réfection toiture	R30	83 301,21 €	- €	186,44 €					83 487,65 €		
R30	Salins d'Hyères	Changement des moussiquères	R30			1 084,97 €					1 084,97 €		
TOTAL R30			TOTAL R30	208 819,01 €	12 574,40 €	24 087,12 €	- €	83 331,31 €	- €	- €	328 791,84 €		
TOTAL R34			TOTAL R34	100 000,00 €	500 000,00 €	8 000,00 €	- €	- €	- €	- €	1 008 000,00 €		
R35	Bémérage	Blanchiment des façades et réparation des façades	R35	12 000,00 €	- €	- €					12 000,00 €		
R35	Bémérage	Blanchiment	R35	50 500,00 €		1 500,00 €					52 000,00 €		
R35	Duham	Projet de plomberie	R35					7 000,00 €			7 000,00 €		
R35	Duham	Mise en conformité	R35					4 000,00 €			4 000,00 €		
R35	Duham	Mise aux normes du réseau électrique	R35					55 000,00 €	8 000,00 €	2 000,00 €	65 000,00 €		
R35	Duham	Construction	R35					10 000,00 €	- €		10 000,00 €		
R35	Duham	Mise aux normes des locaux électriques	R35	10 000,00 €	3 000,00 €	1 500,00 €					14 500,00 €		
TOTAL R35			TOTAL R35	69 500,00 €	109 500,00 €	12 000,00 €	- €	87 000,00 €	8 000,00 €	2 000,00 €	200 500,00 €		
R35	Créteil	Blanchiment du toit	R35					5 700,00 €			5 700,00 €		
R35	Créteil	Rampement pontons d'entretien	R35	4 000,00 €							4 000,00 €		
R35	Créteil	Rampement pontons	R35	8 000,00 €	11 000,00 €	3 000,00 €		3 000,00 €			25 000,00 €		
TOTAL R35			TOTAL R35	12 000,00 €	11 000,00 €	6 000,00 €	- €	3 000,00 €	- €	- €	32 000,00 €		

Service	Service	Nature de l'opération	Origine	Dépenses de travaux amortissables - 2012			Comptes 03 Avenances pour le compte de l'Etat - 2012	Dépenses de travaux non amortissables - 2012			TOTAL de l'opération pour 2012	CP 2013	CP 2014
				Travaux amortissables inscrits aux comptes 21x - 23x	Etudes intégrées dans la valeur ajoutée aux amortissables (inscrites aux comptes 21x - 23x)	Rémunération publicités reproductibles et ... inscrites aux comptes 62x (comptes 62266, 62271 - 62277 ...)		Travaux à réaliser aux comptes 61x et 62x	Etudes diverses à inclure aux comptes 62x + publicités exceptées 62271	Rémunération compte 62266			
				9 658 484,42 €	1 147 369,49 €	800 381,13 €		1 058 449,83 €	303 543,89 €	182 804,55 €			
TOTAL GENERAL				9 658 484,42 €	1 147 369,49 €	800 381,13 €	4 436,18 €	1 058 449,83 €	303 543,89 €	182 804,55 €	13 844 263,30 €	5 457 918,10 €	7 711 000,00 €
TOTAL GENERAL moins les droits de réservations de logements				9 658 484,42 €	1 147 369,49 €	800 381,13 €	4 436,18 €	1 058 449,83 €	303 543,89 €	182 804,55 €	13 242 468,36 €	5 457 918,10 €	7 711 000,00 €

Budget modifié 2012 - Tableau simplifié des dépenses informatiques

Conseil d'administration
du 27 mars 2012

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
INVESTISSEMENT						
Achat de matériel	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Prévisions	Prévisions
Droit d'usage des logiciels et progiciels	20 912 €	1 084 €	3 940 €	15 419,37 €	2 000,00 €	2 000,00 €
Prestations de service (conception-développement de logiciels)	41 321 €	14 490 €	15 548 €	21 848,50 €	1 500,00 €	1 500,00 €
FONCTIONNEMENT						
Matériel						
. Location						
. Crédit-bail	1 380 €	2 959 €	3 037 €	6 505 €	25 000 €	13 000 €
Entretien des matériels						
Coût des réseaux						
. Voix						
. Données						
Licences des logiciels et progiciels						
Prestations de service	26 408 €	25 485 €	28 473 €	33 527,57 €	33 249 €	36 000 €
Formation informatique	2 185 €	1 074 €	7 271 €	5 113 €	5 881 €	5 000 €
Fournitures et consommables	363 €	26 €	0 €	4 488 €	2 000 €	1 000 €
Divers (Documentation, transport, aménagement, câblage,...)						
Total de la demande pour l'année	92 546 €	45 093 €	56 305 €	87 030 €	99 430 €	58 500 €
Reportis						
TOTAL financier pour l'année	92 546 €	45 093 €	56 305 €	87 030 €	99 430 €	58 500 €
Dépenses Personnels Informatiques						